

**Politique étrangère - Lutte contre le
terrorisme - Défense - Union
européenne - Entretien de M.
Emmanuel Macron, président de la
République, avec l'hebdomadaire
«Le Point» - Extraits
(Paris, 31 août 2017)**

(...)

Q - Vous êtes désormais en première ligne face au terrorisme. Devant le Congrès, vous avez nommé notre ennemi : le terrorisme islamiste, ce que François Hollande s'était refusé à faire. Votre perception de cette menace a-t-elle changé au pouvoir ?

R - Non, ma position n'a pas varié. D'un côté, dire que le terrorisme que l'on connaît aujourd'hui n'a rien à voir avec un islamisme politique est faux. Mais, de l'autre, dire que c'est un terrorisme «islamique», comme le proclament certains responsables politiques, est une erreur. En effet, cela revient à impliquer les plus de 4 millions de Français qui sont de confession musulmane : je ne veux pas laisser dire qu'ils ont quelque chose à voir avec le terrorisme. Mais ce terrorisme est islamiste, car il a évidemment un lien avec l'islamisme radical. Je me refuse absolument, contrairement à ce que les hommes politiques ont pris l'habitude de faire, à porter un jugement sur une religion particulière, et donc sur ses fidèles, que ce soit pour la condamner ou pour l'absoudre dans son essence supposée. Il me suffit de constater que les terroristes veulent éroder les fondations de notre pays et de notre République pour provoquer un effondrement moral et déclencher une guerre civile. Ils se nourrissent aussi des frustrations historiques, économiques, sociales et contemporaines. Ce terrorisme islamiste a également des répercussions sismiques, il déclenche des réactions mimétiques chez des individus qui souffrent de très graves maladies psychiatriques et y trouvent un prétexte pour commettre des attaques ignobles alors qu'ils n'ont rien à voir avec la religion. C'est pourquoi notre réponse au terrorisme ne peut être que multiple, afin d'y inclure toutes ces dimensions. Elle doit être à la fois sécuritaire, économique, culturelle et éducative. C'est d'ailleurs presque l'essentiel. Paul Valéry le disait justement : «Tout État social exige des fictions». Notre société a besoin de récits collectifs, de rêves, d'héroïsme, afin que certains ne trouvent pas l'absolu dans les fanatismes ou la pulsion de mort.

Q - L'héroïsme ? Que voulez-vous dire ?

R - Depuis trop longtemps, nous nous sommes résignés à une vie démocratique sans sel. Nous sommes en train de payer le prix de cette bêtise collective qui consiste à croire en la fin de l'Histoire, alors qu'elle nous revient au contraire en plein visage. Pour l'affronter, nous devons renouer avec l'héroïsme politique propre au monde républicain, retrouver le sens du récit historique.

Notre pays ne propose en effet plus de héros. Pourquoi des jeunes de banlieue partent-ils en Syrie ? Parce que les vidéos de propagande qu'ils ont regardées sur Internet ont transformé à leurs yeux les terroristes en héros. Parce qu'ils ont le sentiment de découvrir à travers cette propagande une cause qui répond à leur soif d'engagement. Cela a été très bien décrit par des spécialistes comme Gilles Kepel. Le défi de la politique, aujourd'hui, c'est donc aussi de réinvestir un imaginaire de conquête.

Q - De quelle manière comptez-vous insuffler ce nouvel état d'esprit ?

R - Nous devons redevenir un pays fier. Il faut expliquer qu'il y a des héros en France, des génies et des gens qui s'engagent au quotidien. Et, au-delà, que chacun peut trouver une juste place dans notre société. Il faut définir ces nouveaux horizons, ces nouvelles terres de conquête, ces nouvelles formes d'engagement, pour sortir de l'esprit de défaite qui nous habite encore trop aujourd'hui, pour en finir avec la politique victimaire. Nous sommes un pays de conquête. Il ne faut plus céder un pouce à tous les esprits chagrins. Je crois au contraire en la reconstruction d'un héroïsme politique, d'une vraie ambition, pour atteindre y compris ce qui est décrit comme impossible. Si ce qui est décrété impossible n'était pas possible, je ne serais pas devant vous aujourd'hui.

(...)

Q - Sur le budget de la défense.

R - Le budget de la défense, de l'ordre de 34 milliards d'euros, est le deuxième de l'État. Il y avait 3 milliards de crédits gelés, sur lesquels on a annulé 850 millions. Aucune opération n'a été bloquée pour cela. Aucun de nos soldats n'a eu à en pâtir. On a simplement reporté des commandes de matériel. C'était une nécessité pour tenir nos engagements et cela n'a en aucune manière entravé notre capacité opérationnelle. Au bout du compte, pour nos armées, le budget exécuté correspondra au budget voté. En outre, ce budget connaîtra en 2018 une augmentation historique. J'ai été surpris, à cette occasion, que personne ne relève que des journaux financés par les contrats de défense ont mené une campagne de plusieurs semaines pour protéger ces derniers. La consanguinité entre une partie des industriels du secteur et la presse pose question.

Q - Il y a tout de même une inquiétude dans les armées...

R - Non, il y a eu une tempête dans un verre d'eau car les gens ont perdu le sens de ce qu'est la Ve République et de son fonctionnement. D'ailleurs, si je n'avais réagi comme je l'ai fait, les mêmes auraient dit que j'étais un chef des armées faible. Nous sommes dans un système - voulu par un homme dont la formation première était militaire - où l'autorité militaire rend compte à l'institution civile et politique, et non le contraire. C'est le sens de nos institutions, ce pourquoi le chef des armées est le chef de l'État. Les armées ne font pas ce qu'elles veulent, elles ne sont pas autopilotées.

Vous savez, la capacité opérationnelle, c'est une affaire d'hommes et de femmes, ceux qui ont

choisi ce métier d'exigence et souvent de sacrifice. Là aussi, je serai vigilant. Je ne suis pas sûr que les Français sachent que ces soldats qui meurent au combat sont de simples contractuels. Nous devons engager une réflexion profonde sur la condition militaire. C'est d'autant plus nécessaire qu'ils ont collectivement un rôle à tenir, au-delà même de l'action opérationnelle. Un rôle d'exemple. Un rôle d'encadrement aussi, lorsque nous aurons mis au point le nouveau système de service national.

Q - Donc, pas de regret ? Vous assumez totalement le «Je suis votre chef» ?

R - Pas de regret, je l'assume totalement.

Q - Quelle est votre ambition pour l'armée française ?

R - J'ai demandé d'abord une revue stratégique et opérationnelle au député européen Arnaud Danjean auprès de la ministre des armées, Florence Parly, qui sera rendue en octobre et qui permettra d'adapter le cadre de notre action à l'évolution du contexte et d'actualiser la loi de programmation militaire pour le premier semestre de 2018.

Je veux que notre armée reste une puissance militaire singulière avec une vraie capacité de dissuasion. Elle demeurera la première armée européenne, la deuxième armée du monde libre. Je souhaite aussi la moderniser pour répondre à nos défis sans céder pour autant aux sirènes de la militarisation des relations internationales, qui consistent à dire qu'«il faut dépenser de plus en plus dans les affaires militaires pour être crédibles sur le plan des affaires diplomatiques», sinon la course est sans fin. Mais nous devons avoir une armée et une force de dissuasion crédibles.

Il y a eu une période de déflation des dépenses militaires entre 2007 et 2014. Mon prédécesseur au moment des attentats a mis fin à cette déflation sans pour autant définir une stratégie de reconquête. Le moment est venu.

(...)

Q - Vous rentrez d'une tournée européenne. Quelles initiatives comptez-vous prendre pour relancer l'Europe ?

R - Je crois en l'Europe, c'est pour cela que je suis un européen lucide, donc critique. Aujourd'hui, l'Europe fonctionne mal, parfois pire encore, car depuis dix ans nous en avons perdu le fil. En 2005, nous avons connu la fin d'une Europe qui pouvait se construire à l'abri des peuples. Et le Brexit n'est qu'une autre expression de ce phénomène. L'Europe faite uniquement pour les gagnants, au sein de conclaves fermés, est terminée. On ne fera avancer l'Europe que par une adhésion démocratique, que par de la confrontation démocratique et en donnant une place aux citoyens. Il faut en prendre acte et repartir à l'offensive. Je n'ai pas attendu, je l'ai fait dès mon élection avec ce double agenda d'une Europe de la protection et de l'ambition dont j'ai posé les fondamentaux. C'était d'ailleurs l'objet de ma tournée en Europe

centrale et orientale pour pouvoir, avant la fin de l'année, obtenir un nouvel accord réduisant la possibilité de dévoyer le système des travailleurs détachés. À cet égard, nous avons acté des avancées réelles, qui me laissent envisager la possibilité d'un accord avant la fin de l'année.

Pour avancer, il faut aller au contact, mobiliser toutes les bonnes volontés qui existent partout en Europe. Avec un projet : l'Europe doit retrouver le sel de la souveraineté.

Q - Vous parlez de «souveraineté», vous ?

R - Oui, car je crois que l'Europe est le niveau approprié pour recouvrer notre pleine souveraineté dans des domaines qui ne relèvent plus du seul champ national, car je veux d'une Europe qui soit un continent aux dimensions des puissances américaine et chinoise. Pourquoi les gens acceptent-ils une autorité au-dessus d'eux ? Pas pour qu'on les empoisonne tous les jours dans les détails de leur vie ! L'Europe s'est spécialisée dans l'immixtion bureaucratique, personne ne veut plus de cela. En revanche, chacun accepte que le Léviathan soit là pour le protéger. L'Europe ne se reconstruira qu'à condition que nous retrouvions des standards communs en matière sociale, fiscale et environnementale. La bataille sur la protection des investissements stratégiques est également essentielle, je l'ai portée en juin, je veux qu'on puisse faire au niveau européen ce qu'on a fait au niveau français, c'est-à-dire que, dans certains domaines stratégiques, on puisse refuser que des entreprises européennes passent sous contrôle étranger. Il existe des outils de la souveraineté européenne et nous devons pouvoir les défendre, c'est légitime.

Nous devons également avoir une Europe qui protège sur le plan commercial, de telle façon que, quand un pays nous attaque par dumping, on puisse se défendre en imposant des tarifs douaniers. Or aujourd'hui l'Europe le fait beaucoup moins vite, beaucoup moins fort que les États-Unis.

Une Europe qui protège, enfin, est une Europe de la défense. Le dernier Conseil européen a permis une vraie avancée, que la France et l'Allemagne ont beaucoup poussée. Nous avons défini le cadre d'une coopération structurée permanente, c'est-à-dire d'engagements renforcés, en matière d'investissements, d'équipements ou de missions extérieures. Dès le 13 juillet, par un travail inédit, nous avons ici même, en conseil des ministres franco-allemand, décidé de ce que la France et l'Allemagne mettaient comme contenu dans cette coopération renforcée.

Nous avons pris des engagements de coordination en termes d'achat, de capacité, de matériel - la volonté, par exemple, d'avoir un avion de combat commun à nos deux pays au moins. C'est une vraie révolution.

Nous avançons aussi sur le plan de la protection de nos frontières. C'est crucial dans le contexte actuel de crise migratoire.

En même temps, nous avons une ambition sur le numérique, sur les nouvelles frontières de l'Union européenne. Je veux dans le dernier trimestre pouvoir prendre des initiatives très concrètes et expliquer la direction vers laquelle je propose que l'Union et la zone euro aillent

dans les prochaines années. Je m'exprimerai à ce sujet après les élections allemandes. Je souhaite notamment une capacité budgétaire de la zone euro, un exécutif et un Parlement pour en assurer le contrôle démocratique.

Q - Depuis les travaux du Prix Nobel Robert Mundell, il est établi qu'une zone monétaire sans vrai budget commun ne peut fonctionner. Que représenterait celui-ci dans votre esprit ?

R - Il ne s'agit pas de figer des critères avant d'avoir entamé les discussions, mais, à mes yeux, c'est un budget qui représente plusieurs points du PIB de la zone euro et qui marque d'abord une capacité à lever en commun de l'argent sur les marchés et à l'allouer avec une force de frappe suffisante. Parce qu'aujourd'hui la zone euro a une politique budgétaire trop restrictive quand on la compare à celles de la Chine, de la Russie ou des États-Unis - et ce sont nos chômeurs qui en paient le prix. La création d'un tel budget revient à établir d'abord un minimum de solidarité afin de disposer ensuite de la capacité de lever de l'argent en commun, d'investir et d'absorber les chocs économiques qui peuvent frapper l'Europe. Ce budget pourrait être gagé progressivement par l'attribution d'une part de fiscalité aujourd'hui -nationale.

Q - Vous avez eu des mots très durs contre la Pologne, ne risquez-vous pas de diviser et de fragiliser l'Europe que vous entendez relancer ?

R - Remettons les choses dans l'ordre et en perspective. La Première ministre polonaise, alors même que nous menons des discussions constructives sur le travail détaché et que je suis en Roumanie pour évoquer ce sujet, déclare qu'elle ne changera pas sa position d'un millimètre. Je dénonce sans détour cette approche et, plus largement, une politique très préoccupante du gouvernement polonais, qui remet en cause la solidarité européenne et même l'État de droit. Je ne suis pas le seul à le penser et à le dire, puisque c'est l'analyse de la Commission et de nos partenaires. Le président polonais lui-même a posé son veto à deux réformes de la justice votées par son propre parti. C'est qu'il y a de quoi être inquiet ! Mon approche est claire : je parle avec chacun de nos partenaires, et aucun président français n'a autant parlé avec les autorités polonaises en si peu de temps; j'ai eu trois entretiens avec le président Duda et j'ai rencontré la Première ministre. Mais je dis les choses telles qu'elles sont, en public et en privé : on ne peut pas construire l'Europe en sapant ses principes de base. L'Europe s'affaiblit, dans le monde et dans le regard de ses citoyens, si elle ne défend pas fièrement ses valeurs. Comment créer l'adhésion à un projet si on tolère qu'il soit piétiné ? Et cela n'a rien à voir avec un jeu bloc contre bloc, Est contre Ouest. Au contraire, ma tournée démontre l'intérêt que porte aujourd'hui la France aux partenaires d'Europe centrale et orientale, et toute la considération que j'ai pour mes homologues. Le gouvernement polonais n'est pas le porte-parole de l'Europe de l'Est. Nous devons d'ailleurs cet engagement pour les valeurs européennes au peuple polonais, qui est fondamentalement pro-européen. Je poursuivrai cette approche : parler avec tous et dire les choses franchement.

Q - Au plan international, vous semblez vouloir remettre en question la vision de Valéry Giscard d'Estaing. Selon lui, la France devait se résoudre à devenir une «grande puissance moyenne».

R - La France doit redevenir une grande puissance tout court. C'est une nécessité. Regardez

l'état du monde. Il est en voie de dislocation. Les structures multilatérales nées du monde de 1945 sont même remises en question par une grande puissance, les États-Unis, qui en étaient jusque-là le garant. Nous vivons une crise de l'Occident. Or le multilatéralisme était irrigué par l'esprit occidental. L'Occident s'est perdu dans un interventionnisme moral intempestif au Proche et au Moyen-Orient, ainsi qu'en Afrique du Nord, durant les dix dernières années. Il a laissé émerger des régimes autoritaires qu'il n'a pas vu venir : l'Arabie saoudite, la Turquie, la Russie, l'Iran... La Chine apparaît comme une puissance en tentant de récupérer le multilatéralisme et de le tirer à elle. L'ordre du monde en est profondément perturbé. Notre sécurité, nos intérêts et nos valeurs n'ont jamais été à ce point contestés depuis des décennies. La France n'est plus, comme au milieu des années 1970, dans une situation où elle pouvait dire : je suis une puissance moyenne, protégée et accompagnée par des grandes puissances qui partagent les mêmes valeurs.

Q - Sommes-nous seuls ?

R - Non, mais notre responsabilité est inédite. Il nous appartient particulièrement, en tant qu'Européens, de défendre les biens communs du monde libre que sont la démocratie, la paix, le climat. La France doit permettre à l'Europe de devenir leader du monde libre. J'assume ce discours de grandeur, car il est à la hauteur du moment que nous vivons. Nous ne pouvons prétendre jouer ce rôle que si nous nous en donnons les moyens. Sans transformation économique et sociale, oublions la grandeur. Cela se fera dans un cadre européen. Et avec pragmatisme, car pour exister nous devons parler à tout le monde. Il faut en finir avec ce néo-conservatisme mal digéré qui nous conduit à interférer dans la politique domestique des autres pour nous retrouver ensuite isolés. En Libye et en Syrie, cela nous a menés à des échecs cruels.

Q - Quel est le plus gros risque pour la France aujourd'hui ? La Corée du Nord ? La Libye ? L'Algérie ?

R - L'équilibre de la terreur est un fait géopolitique classique. Avec la Corée du Nord, nous renouons avec une grammaire de la dissuasion très classique. Il faudra trouver les termes d'un équilibre avec ce pays. Cette affaire a valeur de test pour la Chine. Si elle ne regarde que ses intérêts régionaux, elle ne sera pas à la hauteur des enjeux.

Le plus important pour la France, c'est sa politique de voisinage : en Afrique, au Maghreb, au Proche et au Moyen-Orient. Nous avons en Irak et en Syrie un défi, qui sera de moins en moins militaire, même s'il faut aller au bout de cette mission, pour devenir de plus en plus politique. Il nous faut désormais gagner la paix. C'est un défi aussi grand que la victoire militaire sur le djihadisme. Si nous ne parvenons pas à trouver de solutions politiques inclusives dans cette région, nous construirons les conditions d'une résurgence sans fin du terrorisme. Il nous faudra résorber cette béance entre le monde chiite et le monde sunnite, cette guerre civile du monde musulman qui s'exporte dans nos sociétés et nourrit le terrorisme. Mais notre avenir se joue aussi au-delà de notre voisinage, en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

Q - L'écrivain Kamel Daoud dénonce l'hypocrisie de l'Occident, qui déclare la guerre au terrorisme tout en ménageant l'Arabie saoudite, «un Daech qui a réussi», selon lui. Allez-vous

revoir nos relations avec le Royaume ?

R - J'ai beaucoup d'admiration pour Kamel Daoud, car il est courageux, et c'est un grand romancier à la vision singulière, mais je n'adhère pas en totalité à sa réduction de l'Arabie saoudite à un Daech qui a réussi. Ce pays est plus complexe que cela. En revanche, il est juste de dire que l'on ne doit pas avoir de politiques qui ne seraient pas parfaitement cohérentes avec notre objectif principal de lutte contre le terrorisme. J'ai établi des relations d'une extrême franchise avec l'ensemble des puissances du Golfe. Dans mon dialogue avec les Émiriens, les Saoudiens et les Qatariens, j'aborde la question du financement du terrorisme. Le Qatar et l'Arabie saoudite ont financé des groupements qui n'étaient pas les mêmes, mais qui ont de fait contribué au terrorisme. La priorité de notre politique internationale doit être notre sécurité. Nous ne pouvons pas avoir une politique commerciale ou diplomatique qui ne prenne en compte cette sécurité. C'est par exemple tout l'enjeu de mon engagement pour la Libye. Nous devons d'abord y restaurer une stabilité politique, sachant que la Libye a toujours trouvé son équilibre dans des compromis entre tribus et n'a pas de tradition démocratique.

Q - Après votre discours aux Américains critiquant la décision de Donald Trump de se retirer des Accords de Paris sur le climat, un éditorialiste canadien a écrit que vous aspiriez à «jouer le rôle du mec le plus cool de la scène internationale à la place du Premier ministre Justin Trudeau». C'est vrai ?

R - La scène internationale n'a pas grand-chose de «cool», vous savez.

Q - Par exemple ?

R - Je suis aussi celui qui est obligé de parler tous les dix jours à Erdogan.

Q - Comment parle-t-on à Trump, à Poutine ?

R - Je parle à tout le monde. De manière très directe, franche, alors qu'il était de coutume de ne pas parler des sujets qui fâchent. En parler d'abord en privé me permet ensuite de les aborder publiquement. J'essaie de repérer les désaccords absolus, les points de convergence et les voies sur lesquelles nous pouvons trouver un chemin commun. Sur l'Ukraine, nous avons un différend absolu avec Vladimir Poutine. Je l'acte. La France ne lui passera rien. Mais nous avons malgré tout inauguré un dialogue entre sociétés civiles, le dialogue de Trianon, que nous allons mettre en oeuvre. Et nous avons aussi des accords, notamment sur la politique climatique. Il est prêt à nous suivre. Et puis nous avons des voies de progrès sur la Syrie. Je ne fais pas, sur ce sujet, de la destitution de Bachar al-Assad un préalable à tout, mais j'ai deux lignes rouges : les armes chimiques et les accords humanitaires. Si Vladimir Poutine m'aide à avancer sur ces sujets, nous pourrions avoir des points de convergence. Nous avons avancé sur les armes chimiques. J'ai le sentiment que la position russe a changé depuis notre conversation à Versailles. C'est cela, ma stratégie : avoir un discours de vérité et de pragmatisme. J'assume que la sécurité soit la priorité de notre diplomatie. Parfois, cela conduit à un pragmatisme. On peut réconcilier ce réalisme et la défense de nos valeurs.

Q - Les rapports de puissance entre États reposent de plus en plus sur la maîtrise technologique : intelligence artificielle, quantique, etc. La Silicon Valley a beaucoup d'avance. Où en sont la France et l'Europe ?

R - Nous avons dans la Silicon Valley nombre de talents et d'entreprises. Il faut garder le lien, en faire revenir certains. Il faut ensuite un investissement public et privé massif dans ces domaines. La bataille se joue maintenant, qui va transformer l'énergie, la médecine et l'ensemble des activités. Enfin, nous avons besoin d'une stratégie européenne pour investir dans la recherche, le développement des start-up, ainsi que pour définir les standards que nous voulons développer. Ce sera un aspect important de l'initiative que je veux prendre pour l'Europe.

(...)/.